

L'OMS est t-elle un nouvel instrument de contrôle économique mondial ?



Article rédigé par *cf2r.org*, le 29 septembre 2020

Source [*cf2r.org*] A l'occasion de la crise « mexicaine-porcine » du mois d'avril 2009, les décisions de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont directement affecté l'économie du Mexique, des États Unis et de l'Europe. Si la crise avait persisté une semaine de plus les dégâts sur les grandes économies auraient pu devenir incalculables, alors qu'il n'y avait point de réelle urgence sanitaire, tout au plus quelques morts.

Pour huit morts au Mexique et un mort du coté américain de la frontière le président Obama s'est vu demander, en conférence de presse nationale, si la frontière entre les deux pays allait être totalement fermée. Si celle-ci avait été décrétée, des centaines, voire des milliers, d'usines auraient immédiatement été arrêtées dans les deux pays, avec pour conséquence des de milliers de famille au chômage et sans ressource voire même, sans couverture médicale.

Comment se fait il que la présidente de l'OMS, un médecin chinois, nommé par le gouvernement chinois, puisse décider de l'avenir de l'économie du Mexique, des États Unis, ou de l'Europe ? Il y a là des questions de sécurité et d'indépendance nationale d'importance stratégique.

Compte tenu du fait que, dans un monde globalisé, les virus voyagent très facilement à la vitesse des jets intercontinentaux, il est logique que les Nations Unies se dotent d'un organe de veille sanitaire performant dirigé par des experts. La crise du SRAS puis celle de la grippe aviaire ont montré l'utilité de normaliser la lutte grâce à une mise en place d'un réseau de plans d'urgence synchronisés entre les différents pays. C'est pour cela que lorsque l'OMS a monté ses propres niveaux d'alerte, lors de la grippe mexicaine, les autorités sanitaires des États Unis, d'Europe et de certains pays d'Asie lui ont automatiquement emboîté le pas. En Europe, plus particulièrement, les autorités sanitaires ont peiné à trouver quelques personnes infectées par ce qui semble être une maladie bénigne, mais au nom du sacro-saint principe de précaution la machine infernale du contrôle sanitaire renforcé était en route.

Allons nous parler de quarantaine et porter masques et gants, chaque hiver, quand la grippe commune frappera à nos portes ? La grippe hivernale, chaque année tue plus de monde que la grippe mexicaine : 36 000 morts rien qu'aux Etats-Unis à comparer avec un seul mort de la grippe mexicaine. Et il faudrait fermer la frontière ?

Il faut être très clair : le travail de coordination de l'OMS est totalement indispensable dans un monde globalisé, mais il faut le remettre dans son contexte avec un peu de bon sens. Il faut éviter la panique et la tentation de l'attrait du pouvoir par la peur.

Dans un monde globalisé où les virus se déplacent, librement et furtivement, il faut se poser la question de savoir si la quarantaine est un outil de gestion sanitaire approprié. Nous ne parlons pas d'une quarantaine ponctuelle sur quelques individus, qui elle a fait ses preuves. Non, nous nous référons à une quarantaine de très grande ampleur au niveau d'une ville, d'une région ou d'un état. Il est clair que compte tenu des délais d'incubation et de détection, le virus qui se déplace à 500 km/h est sans doute déjà à l'autre bout de la planète lors de sa première identification. Rêver de contenir une épidémie par la quarantaine, comme l'a si bien dit le président Obama, équivaut "à fermer la porte de l'écurie quand les chevaux se sont déjà échappés". Cependant, certains responsables sanitaires européens ont été tentés de montrer leur efficacité en interdisant les vols vers le Mexique. Compte tenu des règles de l'OMS cette interdiction allait s'appliquer aux vols sur les Etats-Unis aussi. Les producteurs européens de masques protecteurs ont immédiatement

souligné que certains éléments constitutifs des masques venaient exclusivement des Etats-Unis ; en conséquence, la production européenne de masques s'arrêterait rapidement car les vols cargo seraient aussi arrêtés (les virus voyagent avec les équipages). La Chine elle même à commencé à mettre en oeuvre un système de quarantaine, ce qui a menacé la production de Tamiflu dont certains acide essentiels viennent exclusivement de Chine. Conclusion : avec une quarantaine généralisé il sera très vite difficile de soigner les malades, sauf avec des médecines naturelles d'origine locale.

La grippe mexicaine a démontré l'efficacité terrifiante des règles sanitaires de l'OMS en tant qu'armes de destruction massive de l'économie d'un pays choisi ou de toute une région, voire de plusieurs régions. Dès que l'OMS a porté son attention sur le Mexique, le secteur du tourisme, qui fait vivre une grande partie de la population mexicaine s'est trouvé sinistré. Des familles sans revenus n'avaient nulle part où aller pour s'alimenter ou se faire soigner. En une semaine l'activité économique du pays est passée au ralenti. Aux Etats Unis tous les avions commerciaux se sont retrouvés vides, malgré les propos très pondérés et lénifiants des autorités sanitaires du Center of Diseases Control (CDC) d'Atlanta et du président américain. Tout cela, alors qu'il y avait à peine une dizaine de morts au Mexique et un seul aux Etats-Unis. Il y a là un impact économique sans commune mesure avec un taux de mortalité très inférieur à celui de la grippe commune de chaque hiver. Dans un monde industriel globalisé où les entreprises et les usines fonctionnent sur le principe du juste à temps, un coup de frein économique régional se répercute immédiatement sur les autres régions en l'espace de trois semaines.

Comment devons nous donc équilibrer les impératifs sanitaires et les impératifs économiques ? Cela est il concevable ? Tout d'abord, il faudrait déconnecter la synchronisation automatique entre les niveaux d'alerte de l'OMS et ceux des plans d'urgence nationaux. Il n'y a aucune logique à ce que la synchronisation soit automatique si ce n'est le refus de certains dirigeants d'assumer la responsabilité de décisions sanitaires qui pourraient s'avérer impopulaires ou prises à mauvais escient. Il faudrait aussi que la charte de l'OMS précise clairement que les recommandations ne sont pas contraignantes pour les Etats disposants de services sanitaires performants. Il faudrait aussi changer la structure de vote de l'OMS pour que toutes les décisions incluent impérativement les avis d'experts économiques nommés par chaque Etat. Au niveau national il serait sans doute utile, de lancer une grande réflexion pour identifier les connexions critiques qui pourraient occasionner des surprises en cas de crise, dans un contexte industriel globalisé appuyé sur le concept du juste à temps et de l'externalisation.